NOVEMBRE 2026

LA VIGIE-FO MER



Ce nouveau numéro de notre newsletter spéciale “Mer” nous permettra de vous décrypter l’ensemble des sujets en rapport avec cette thématique, que ce soit en DIRM, en lycées, en DDTM, à la DGAMPA et quels que soient les métiers.
Pour cette édition, nous allons vous commencer par vous renvoyer vers l’édition de juin car les sujets déjà soulevés en juin s’accélèrent.

CROSS



Dans le cadre du projet « CROSS Nouvelle Génération », l’administration prévoit de créer un département de soutien technique des CROSS (STCN), rattaché à la DGAMPA, afin de centraliser et mutualiser les compétences techniques nécessaires au fonctionnement des systèmes de surveillance et de sauvetage maritime.
Cette réorganisation concernerait une trentaine d’agents, actuellement répartis entre l’administration centrale et les CROSS métropolitains (y compris Corse). Elle vise à renforcer la maintenance, la cybersécurité, la formation et la continuité opérationnelle des équipements.

Lors de la présentation en CSAM du 12 novembre, FO a porté des incompréhensions sur cette réorganisation et sur certaines contradictions sur les documents présentés en instance ministérielle mais aussi en instances locales en DIRM : missions claires, organigramme à terme et en première phase (si réorganisation en plusieurs phases), responsabilités entre DIRM et DGAMPA, garanties pour les agents, …
La DRH et la DGAMPA reviendront vers les représentants ministériels en 2027 pour répondre à l’ensemble des interrogations sur cette réorganisation prévue pour le 1er septembre 2027.

L’enquête annuelle du Conseil d’Etat “La mer et les politiques publiques” est sorti en septembre 2026. La première recommandation est de définir l’intérêt général maritime et de le décliner dans une stratégie intégrée, avec des « moyens réalistes ».

AVIS DE TEMPÊTE - LA MER DÉMONTÉE



La FEETS-FO a alerté à plusieurs reprises la DGAMPA, le Sécrétaire Général ainsi que les cabinets ministériels de nombreuses remises en questions des différentes missions "mer" par la DGAMPA (voir par exemple la lettre d'information de juin 2026) avec des méthodes de travail opaques et partiales.

Aussi, à l'occasion du CSAM du 12 novembre 2026, la FEETS-FO a rappelé l'ensemble des sujets.

Réorganisation des CROSS, délégation au privé des inspections de sécurité des navires, pressions et désaveux d'agents de contrôle en ULAM, avenir des patrouilleurs... Tous ces sujets ont deux points communs : être travaillés en chambre et mener vers moins de service public.

La FEETS FO le dit clairement : le service public républicain de la mer n'est ni à vendre, ni à découper, ni à mettre entre parenthèses au gré des tensions locales.

La FEETS-FO demande donc aux ministres de remettre les choses à l'endroit. Cela suppose un moratoire sur l'ensemble des projets en cours à la DGAMPA, tant qu'une stratégie globale pour le service public maritime n'aura pas été présentée et débattue devant cette instance. **Cette stratégie doit dire clairement quelles missions l'État entend assumer lui-même, avec quels agents et quels moyens**. Elle doit aussi mettre un coup d'arrêt à toute nouvelle externalisation de missions régaliennes, qu'il s'agisse du contrôle des navires ou de la conduite des moyens nautiques de l'État. Aucun projet touchant à l'organisation, aux missions ou aux statuts ne doit plus être engagé sans concertation préalable, sans documents, sans études d'impact et sans avis des instances. Les agents, eux, doivent avoir la garantie de pouvoir exercer leurs missions, y compris de police, sans pression ni désaveu, dans le respect de la loi et de l'autorité judiciaire. Sur tous ces points, nous attendons une réponse écrite des ministres.

La mer n'est pas une variable d'ajustement, et celles et ceux qui la servent non plus.

